La principauté de Monaco, la Méditerranée et la paix sous le règne du prince Albert I^{er} (1889-1922)

Jean Rémy Bezias

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/8071>

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2015

Pagination : 47-58

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Jean Rémy Bezias, « La principauté de Monaco, la Méditerranée et la paix sous le règne du prince Albert I^{er} (1889-1922) », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 91 | 2015, mis en ligne le 01 juin 2016, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/8071>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

La principauté de Monaco, la Méditerranée et la paix sous le règne du prince Albert I^{er} (1889-1922)

Jean Rémy Bezias

- 1 Les Grimaldi de Monaco, dynastie guerrière venue de la République de Gênes, se sont installés sur le rocher monégasque en 1297 et ne l'ont plus quitté, hormis durant quelques brèves périodes¹. En tant qu'entité devenue progressivement souveraine, leur principauté doit son existence à sa faculté de jouer de son caractère stratégique, de la fin du Moyen-âge à l'époque moderne, en obtenant l'appui de puissants protecteurs, parmi lesquels se sont détachés les rois de France. Au XIX^e, époque de développement de l'État-nation, le micro-État monégasque est parvenu à conserver, au moins partiellement, sa souveraineté. Sous le règne d'Albert I^{er}, situé à la charnière entre ces deux siècles (1889-1922), la principauté se convertit aux valeurs de la paix universelle, et tente de se faire un moteur de leur promotion internationale. En 1909, le prince déclare dans un discours devant la municipalité de Monaco :

Une seule politique est possible pour notre pays, c'est la politique étrangère qui, même, est nécessaire pour défendre au milieu des agitations européennes nos intérêts vitaux. Et c'est un rôle que votre Prince doit remplir en acquérant, par la force morale de son caractère, l'influence que d'autres obtiennent par la force de leurs armes².

- 2 Albert I^{er} s'est attaché à enraciner une culture de paix dans son petit État, et il l'a fait de façon volontariste. Dans quelle mesure l'engagement pacifiste du prince de Monaco peut-il être relié aux enjeux méditerranéens ? Comment agir pour la paix lorsque l'on représente un micro-Etat enclavé au sud-est de la France et très proche de l'Italie ?

Congrès universel de la paix et Institut international de la paix : une volonté de faire de Monaco un centre du pacifisme

- 3 Les premières années du ^{xx}e siècle voient la principauté, sous l'impulsion de son souverain, tenter d'imprimer sa présence et sa marque au sein du mouvement pacifiste international.
- 4 Du 2 au 6 avril 1902, Monaco accueille le XI^e congrès universel de la paix, organisé par le Bureau international de la paix de Berne. Albert I^{er} veut faire de Monaco un exemple, et prendre ses distances avec l'image désormais traditionnelle d'une principauté dédiée au jeu et aux plaisirs superficiels. Le congrès se tient sur le rocher monégasque où est en train de se construire un grand musée océanographique, « édifice [...] solidement fixé au rivage témoin des civilisations mortes » où les « les amis de la Paix sont chez eux comme partout où l'on travaille pour le bien des hommes »³, faisant face à Monte Carlo, symbole sulfureux que le prince veut contrebalancer.
- 5 Dans ce congrès, la représentation des pays méditerranéens est très inégale. Sur 223 congressistes présents, 128 sont français, 28 sont monégasques. Les sociétés pacifistes italiennes comptent 11 représentants, à côté d'un espagnol. Un seul grec s'est inscrit, et il est absent⁴. Après avoir appelé la réprobation dont ont été victimes dans l'opinion publique de la péninsule les pacifistes italiens lorsqu'ils s'efforçaient de lutter contre la gallophobie ambiante à l'époque de Crispi, Ernesto Moneta plaide pour une lutte résolue contre l'influence du militarisme et l'esprit de conquête au sein des sociétés occidentales⁵. Parmi les crises internationales et conflits récents dont débat le congrès, une concerne la Méditerranée orientale : il s'agit de l'affaire Lorando-Tubini, qui a opposé quelques mois auparavant, en 1901, la France à l'Empire ottoman sur une question de créance non recouvrée⁶. Le congrès, après une discussion tendue, adopte laborieusement une motion de compromis, qui donne raison à la France sur le fond, tout en lui donnant tort sur la forme, et recommande l'usage de l'arbitrage international dans ce type de conflit. Au-delà des déclarations rituelles, ce congrès a peu d'impact concret. En dehors de l'Italie, de la France et de Monaco, aucun autre pays méditerranéen n'a, du reste, accueilli les congrès universels de la paix : les bonnes relations entre Albert I^{er} de Monaco et le roi Alphonse XIII n'ont pas d'impact, et l'Espagne est le seul grand pays européen qui n'ait pas accueilli l'un de ces congrès durant leur période d'existence (1889-1939). L'effet d'entraînement d'Albert I^{er} auprès des souverains européens dans sa démarche pacifiste est donc peu visible.
- 6 Pourtant, dans le prolongement de ce congrès, la principauté de Monaco lance en 1903 l'Institut international de la paix (IIP)⁷. S'ajoutant à la longue liste des organismes pacifistes d'Europe, l'IIP de Monaco développe son action dans le domaine de la propagande, s'efforçant par diverses publications de diffuser l'argumentaire pacifiste, entre dénonciation du militarisme et mise en avant des principes d'arbitrage. L'Institut publie une quinzaine de brochures, mais l'impact public demeure limité. L'organisme souffre de sa position excentrée à Monaco, loin des grands pôles décisionnels, du manque de moyens matériels et humains, alors qu'Albert I^{er} est fortement accaparé par ses expéditions océanographiques. En octobre 1912, le prince décide de transférer l'Institut à Paris, sans effet significatif sur le rayonnement de celui-ci.

- 7 L'IIP aura surtout permis de mettre en avant, au côté d'Albert I^{er}, la personnalité de Gaston Moch, militant inlassable de la paix. Cet ancien officier de l'armée française dreyfusard a occupé entre 1902 et 1905 le poste de chef de cabinet du prince. Jusqu'à la première guerre mondiale il reste proche du souverain monégasque, par ses fonctions à l'IIP.

Désarmons les Alpes ! : un projet ambitieux et sans lendemain

- 8 En 1905, Gaston Moch publie *Désarmons les Alpes !*, une brochure dont le titre semble être un écho au *Bas les armes !* de l'Autrichienne Bertha von Suttner, dont Moch a préfacé l'édition française, en 1899. Éditée à Paris, la brochure reproduit un article du *Petit Monégasque*, paru le 23 juin 1904, sous un pseudonyme. Le consul de France à Monaco avait alors informé son ministre de l'impression pénible causée, selon lui, aux Français de la frontière⁸. Moch se réclame de la « République occidentale » chère à Auguste Comte, et se réfère aux États-Unis d'Europe de Victor Hugo. Il cultive le rêve d'une « Fédération occidentale » réunissant les cinq grandes nations d'Europe de l'Ouest, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie, l'Espagne, ainsi que les « petits États intermédiaires » et les pays scandinaves⁹.
- 9 Le point de départ de cette union serait le rapprochement entre la France et l'Italie, que vient de concrétiser le voyage du président Loubet à Rome (24-29 avril 1904), et auparavant, le traité franco-italien d'arbitrage permanent du 25 décembre 1903 qui s'appuie lui-même sur la convention de La Haye du 29 juillet 1899. L'entente cordiale franco-anglaise du 8 avril 1904 s'inscrit dans cette même dynamique de coopération que croit discerner l'auteur : « la Fédération de l'Europe occidentale (et septentrionale) est [...] en voie de réalisation, et de réalisation rapide »¹⁰. Moch, qui publie cette brochure en se prévalant de son récent titre de président de l'Institut international de la paix de Monaco, propose d'accélérer le mouvement par un désarmement franco-italien. Il accorde une valeur particulière à l'enthousiasme populaire qui, en Italie, a accompagné la visite d'Émile Loubet, interprété comme le signal d'une opinion publique prête à entériner les avancées de la cause pacifiste. Cet acquiescement de l'opinion se retrouve selon l'auteur en France, où les élections de 1902 ont donné la victoire au Bloc des Gauches, à laquelle il attribue une valeur de tournant diplomatique en direction des principes pacifistes de la conférence de La Haye, ce qu'il qualifie de « politique internationale républicaine »¹¹.
- 10 C'est par l'initiative unilatérale de la France que Gaston Moch entend amorcer le processus franco-italien : en tant que puissance la plus riche et République aux principes universalistes, elle devrait licencier ses troupes alpines et démanteler ses forteresses le long de la frontière¹². L'objectif assigné est volontairement modeste, car les effectifs concernés sont réduits. L'auteur préconise une aide économique de l'État aux villes de garnison qui s'estimeraient lésées. C'est avant tout une portée symbolique qui est recherchée : le désarmement commencerait par une frontière classée comme secondaire sur le plan stratégique, et n'alarmerait pas outre mesure les patriotes. De cette mesure restreinte naîtraient de grandes conséquences : les deux sœurs latines donneraient ainsi l'exemple menant au désarmement généralisé.

- 11 Destiné à sensibiliser le monde politique français à une démarche de paix volontariste, l'opuscule de Moch n'a pas de succès, même s'il est évident qu'il bénéficiait de la bienveillance de son protecteur monégasque.

Internationale scientifique et participation au multilatéralisme avant la première guerre mondiale

- 12 Les pacifistes de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle fondent de grands espoirs sur l'essor des traités de coopération et des institutions internationales pour parvenir à leur idéal, celui d'une paix universelle. Un processus international initié dans le dernier tiers du XIX^e s'est manifesté par la création d'unions internationales à caractère technique ou juridique, dont notamment l'Association internationale de géodésie (1864), l'Union télégraphique internationale (1865), l'Union postale universelle (1874), le Bureau international des poids et mesures (1875), l'Union pour la protection de la propriété industrielle (1883), ou encore l'Union pour la protection littéraire et artistique (1886).
- 13 La principauté de Monaco a adhéré à plusieurs traités multilatéraux durant cette période. Cette tendance se concrétise par la participation à la convention de Paris (1902) pour la protection des oiseaux utiles à l'agriculture, qui reflète les soucis environnementaux du prince. De même, les conventions radiotélégraphiques de Berlin (1906) et Londres (1912) sont-elles appliquées à Monaco, grâce à des ordonnances souveraines. En 1913, l'État monégasque adhère à l'Office international d'Hygiène publique, ancêtre de l'OMS¹³. Les pacifistes de la Belle-Époque voyaient dans ce mouvement la manifestation des progrès de la coopération internationale et un marqueur de l'irréversibilité supposée de l'entente entre les nations, comme en témoigne l'analyse optimiste de Gaston Moch : « Ces unions et ces bureaux permanents ne sont rien moins que le germe d'une future administration internationale, qui englobera peu à peu bien d'autres affaires, encore maintenues aujourd'hui sous le joug anarchique de la souveraineté absolue des États »¹⁴. Parallèlement, le prince discute avec Guillaume II au sujet d'une future « Union maritime internationale », suscitant de faux espoirs chez son conseiller, qui croit alors pouvoir parler d'un projet de « tribunal maritime international » susceptible d'habituer l'opinion publique à l'idée de justice internationale¹⁵.
- 14 Le domaine scientifique, et en particulier celui de l'océanographie, se prête à un développement de la coopération internationale. Sous l'impulsion de son souverain, la principauté s'efforce de diffuser l'idéal pacifique par le biais de la science, thème de prédilection pour Albert I^{er}. L'inauguration, le 29 mars 1910, du musée océanographique de Monaco, édifice surplombant majestueusement la Méditerranée, donne lieu à une cérémonie placée sous le signe de la coopération internationale, même si ce caractère est minoré par l'absence des chefs d'État que le prince aurait voulu attirer sur son rivage : ni Armand Fallières, ni Guillaume II (qui ont décliné l'invitation), ni le roi d'Italie (dont la présence ne semble pas souhaitée par la France d'un veto français) ne sont sur place¹⁶.
- 15 La Méditerranée est cependant le support d'une tentative pour mettre en place une coopération internationale, celle qui donne naissance à la Commission internationale pour l'exploration scientifique de la Méditerranée (CIESM). Sans en être le premier

initiateur – l’impulsion originelle vient de l’ichtyologiste italien Delio Vinciguerra – Albert I^{er} occupe une place active dans la genèse de cet organisme. L’objectif est à la fois scientifique, par l’approfondissement de la connaissance océanographique de la Méditerranée, et économique, par l’utilisation, au service des activités de pêche, des connaissances collectées. Au congrès international de géographie de Genève (27 juillet - 6 août 1908), une Commission de la Méditerranée est créée, et le prince de Monaco s’en voit attribuer la présidence. Le programme scientifique est défini en marge de l’inauguration du musée océanographique de Monaco (30 mars 1910). L’idéal pacifique n’est jamais très loin, et s’illustre par exemple lorsque, lors d’un voyage à Rome en avril 1910, quand le prince loue le rôle de l’Italie dans l’effort d’exploration de la Méditerranée, et relie ses propres efforts en la matière à la recherche de la paix :

[...] nous continuerons à offrir le meilleur de nous-mêmes au développement de la lumière scientifique, pour donner à la civilisation un point d’appui certain, et pour élever la nature humaine au-dessus des troubles qui lui viennent de ses origines obscures¹⁷.

- 16 Mais les efforts diplomatiques de la principauté, qui multiplie informations et invitations auprès des pays riverains¹⁸ sont contrecarrés par le report, en raison de la guerre italo-turque, du congrès de géographie prévu à Rome en octobre 1911. Ce n’est qu’en février 1914 que des représentants de la France (qui assure aussi la représentation de la régence de Tunis), de Monaco, de l’Italie, de l’Espagne, de l’Autriche, de la Grèce, se réunissent à Rome. Albert I^{er} peut alors se féliciter de voir des officiels italiens, dont le ministre de la Marine et plusieurs sénateurs s’être impliqués personnellement dans cette réunion¹⁹. Les projets de mise en place définitive de la Commission et de démarrage des travaux sont interrompus par la première guerre mondiale.

La crise marocaine de 1905 et ses suites

- 17 Les relations du prince Albert I^{er} avec le Maghreb sont anciennes. La principauté de Monaco entretient, depuis le règne de son prédécesseur Charles III (1856-1889), des consuls en Tunisie. Albert I^{er} a abordé à plusieurs reprises les côtes maghrébines à l’occasion de ses périple maritimes en Méditerranée occidentale, entre 1875 et 1896. Il partage avec l’empereur Guillaume II une commune passion pour la mer, bien que l’empereur soit, paradoxalement, davantage attiré par la Méditerranée, où il fait de nombreuses croisières, que ne l’est le prince de Monaco²⁰. Hostile par principe à la colonisation, Albert I^{er} est peu enclin à soutenir les convoitises françaises sur le Maroc. La question marocaine ne l’intéresse pas en elle-même, et il s’inscrit prioritairement dans le cadre général des relations franco-allemandes, non dans une perspective régionale.
- 18 Albert I^{er} a ainsi joué un véritable rôle diplomatique dans le règlement de la première crise marocaine. Il convient de rappeler que cette crise a commencé de façon spectaculaire par la visite du kaiser Guillaume II à Tanger, le 31 mars 1905, alors qu’il était en croisière sur son yacht, le *Hohenzollern*. Les déclarations de soutien de l’empereur à l’indépendance du Maroc, connues sous le nom de « discours de Tanger », sont suivies par une demande marocaine de réunion d’une conférence internationale, soutenue par l’Allemagne. Ces initiatives contrecarrent la politique d’expansion

française dans le royaume chérifien et provoquent la première des crises diplomatiques européennes du début du XX^e siècle.

- 19 L'activité du prince de Monaco dans les tractations est visible au cours de cette crise, et à chaque fois, il joue de ses séjours à Paris et en Allemagne, où il se partage entre Berlin et Kiel. Il doit ce rôle à sa proximité avec Guillaume II, alors qu'en même temps, il compte parmi ses correspondants épistolaires et visiteurs à Monaco et à Paris le prince Radolin, ambassadeur d'Allemagne en France. Il s'appuie aussi sur ses relations privilégiées avec certains hommes politiques français. Parmi ceux-ci figure en premier lieu Joseph Reinach²¹, dont le prince a partagé les positions dreyfusardes.
- 20 Albert I^{er} est d'abord actif dans les discussions qui, en juin-juillet 1905, précèdent l'accord sur la tenue d'une conférence internationale consacrée à la question marocaine. En avril 1905, le prince a écrit à Reinach : « À mon avis, le voyage de Tanger ne cache pas de noirs desseins »²². Présenté le 1^{er} juin 1905 au président du Conseil Maurice Rouvier, dont Joseph Reinach est un proche, Albert I^{er} rencontre à Paris plusieurs membres du gouvernement français avant de partir pour l'Allemagne²³, où il séjourne du 22 au 30 juin 1905. Il est ensuite à nouveau à Paris, du 1^{er} au 7 juillet. Dans cette première phase, il se range dans le camp hostile à Théophile Delcassé. La démission de Delcassé, défavorable à une conférence internationale sur le Maroc est obtenue le 6 juin 1905, et satisfait le Reich, pour qui la crise marocaine était un moyen de pression destiné à isoler le chef du quai d'Orsay afin de l'éliminer, en raison de sa politique antiallemande²⁴. En Allemagne, le prince de Monaco joue un rôle d'intermédiaire entre Paris et Berlin, sous le regard circonspect des diplomates français : il s'efforce de calmer les impatiences du kaiser, transmet à Guillaume II un télégramme de Rouvier affirmant la volonté réelle de la France d'accepter la conférence internationale²⁵. Le 2 juillet son rôle apparaît en pleine lumière à travers un article du *Figaro*, où il déclare depuis Berlin :
L'Allemagne ne songe pas à faire la guerre à la France [...]. L'Allemagne désire la paix, qui seule peut développer les affaires et l'industrie, auxquelles elle est entièrement livrée [...]. C'est en recourant aux moyens suggérés par la civilisation moderne que la France obtiendrait plus sûrement la réalisation de ses vœux auxquels se mêle un songe douloureux. Alors le Maroc semblera bien petit et lointain²⁶.
- 21 On rappellera que le 8 juillet 1905, intervient l'accord franco-allemand pour la tenue d'une conférence, et que le 1^{er} décembre le sultan Abdelaziz annonce que celle-ci se tiendra à Algésiras.
- 22 Le prince de Monaco est à nouveau présent entre Paris et Berlin, lors des préparatifs de la conférence d'Algésiras, et durant celle-ci. Il rencontre à plusieurs reprises Guillaume II et le chancelier Bülow, de même que Rouvier, ainsi que le président de la République, Émile Loubet. Il est intimement lié aux tractations franco-allemandes qui sont menées pour parvenir à un accord. La conférence d'Algésiras est ouverte le 15 janvier 1906, l'acte final est adopté le 7 avril 1906. Un mois avant la conclusion de la conférence, une note du quai d'Orsay transmise à Reinach rend compte d'entretiens, les 5 et 6 mars 1906, entre le prince de Monaco, Guillaume II et le chancelier Bülow, à Berlin. Les Allemands manifestent une volonté de sortir de la crise en sauvant la face. Les termes futurs de l'accord officialisé le 7 avril sont déjà tracés : police franco-espagnole dans les ports marocains, sous surveillance internationale, et contrôle international de la future Banque du Maroc. Le chancelier allemand fait état d'un arrangement « pour trois ans », délai au terme duquel plus personne ne pensera au

Maroc²⁷. Revenu à Paris, Albert I^{er} communique à Rouvier et Fallières, le 8 mars, les positions allemandes, considérant « l'entente comme faite ». Le cabinet Rouvier venant de « tomber », le 7 mars, cette chute ne compromet que temporairement la conclusion définitive de l'accord, en suscitant quelques surenchères allemandes sur le contrôle international de la police franco-espagnole.

- 23 Le bilan que tire Albert I^{er} de la crise va dans le sens de ses idées pacifistes :

Chez tous les peuples civilisés, on veut travailler en paix. Je soutiens [...] que l'incident marocain a produit une situation capable d'améliorer les rapports entre la France et l'Allemagne, peut-être même de conduire les deux pays à la solution des grandes affaires qui les divisent²⁸.

- 24 Pour le prince, l'arrangement d'Algésiras est le prélude à une généralisation, avec l'appui de l'Allemagne, du traitement des litiges internationaux par le tribunal de La Haye, qui « possède la clé de l'apaisement futur »²⁹. En réalité, la première crise marocaine a consacré l'échec de la diplomatie allemande, qui n'a pu comme elle le souhaitait, enfoncer un coin dans l'Entente cordiale. Quant au principe de l'arbitrage, il semble connaître un début d'application, dans le cadre de l'affaire des « déserteurs de Casablanca ». Le 25 septembre 1908 dans le port marocain, trois déserteurs allemands de la Légion étrangère, qui s'étaient placés sous la protection du consul allemand, ont été appréhendés par des marins français au moment où ils s'apprêtaient à embarquer sur un navire allemand³⁰. Il s'ensuit une petite crise diplomatique entre Paris et Berlin : qui de la France (pour qui prévaut l'autorité de l'armée française sur ses hommes) et de l'Allemagne (pour qui prévaut la protection des nationaux par leur pays d'origine) a le droit de son côté ? Priée de trancher le litige, la Cour permanente d'arbitrage de La Haye rend une sentence qui renvoie dos à dos les deux puissances³¹. Une allusion de la pacifiste Bertha von Suttner laisse penser qu'Albert I^{er} a suivi cette affaire :

[...] j'ai pensé à vous – avec gratitude lors de l'heureuse issue de l'affaire de Casablanca et lors de l'arrangement franco-allemand sur la question du Maroc ; car je sais combien – derrière les coulisses – votre influence et vos efforts se font sentir lorsqu'il s'agit d'un rapprochement entre les deux pays³².

- 25 A minima, Albert I^{er} a probablement fait état auprès de ses interlocuteurs allemands en France, tels que le prince Radolin, de ses réserves quant à un excès de rigidité sur cette affaire, où l'Allemagne semble s'être prêtée à une opération de déstabilisation de l'armée française au Maroc. Contrairement aux espoirs du camp pacifiste, le recours à l'arbitrage, loin de devenir un mode normal de règlement des conflits, n'a été utilisé que comme un expédient par les puissances, pour sortir d'une crise où aucun intérêt majeur n'était en jeu.
- 26 Il n'en est pas moins vrai que le prince de Monaco a tenté de poursuivre dans la voie de l'apaisement, sur la question marocaine. En juin 1907, c'est lui qui fait se rencontrer à Kiel Eugène Étienne et Guillaume II³³. L'objectif de l'ancien ministre français de la Guerre semble être de jeter les bases d'un compromis colonial, possible prélude à une entente franco-allemande. Chef de file du parti colonial, il souhaite obtenir d'abord la reconnaissance de la prépondérance française au Maroc. Mais la rencontre est un échec : Guillaume II estime que l'Allemagne a fait déjà suffisamment de gestes de bonne volonté, et réclame l'entente préalable, avant tout compromis colonial³⁴. Le rôle exact d'Albert I^{er} dans le voyage d'Étienne doit être précisé : n'étant pas un adepte de l'expansion coloniale, il est fort peu probable que le prince Guillaume II l'ait initié. Il convient de supposer que cette visite a été guidée depuis Paris par les milieux politiques proches du parti colonial, utilisant les bonnes relations entre le souverain

monégasque et l'empereur. Quant au prince, fidèle à son idéal, il paraît évident qu'il a privilégié l'objectif du rapprochement franco-allemand, fût-ce au prix d'une contradiction consistant à tenter de l'obtenir par le biais d'un accord colonial.

L'après-guerre, dominé par la question de la SDN

- 27 Au cours de la première guerre mondiale, le prince de Monaco est passé d'une relative germanophilie à une franche germanophobie³⁵. À l'image d'une grande partie du mouvement pacifiste de la Belle-Époque, il se rallie en 1914 au principe d'une guerre de la civilisation contre la barbarie. Pour autant, au lendemain du conflit, il n'en suit pas moins attentivement le processus de création de la Société des Nations, retrouvant par là le fil de son engagement profond. En outre, État non-belligérant, la principauté se trouve mêlée aux règlements d'après-guerre.
- 28 Si la question de l'adhésion de Monaco à la SDN n'a pas de dimension spécifiquement méditerranéenne, elle se trouve pourtant, par son contexte, reliée à la position de la principauté de Monaco, enclavée au sud-est de la France et demeurant, en dépit de sa faible taille, un enjeu stratégique et diplomatique. Le 17 juillet 1918, la principauté s'est liée par un traité secret d'« amitié protectrice » avec la France, qui a pour but principal d'éviter le basculement du petit État entre les mains de la famille d'Urach, et ainsi éviter le risque de voir Monaco se transformer en une enclave allemande au bord de la Méditerranée³⁶. Un quasi-protectorat est institué, plaçant la politique extérieure de la principauté de Monaco sous la tutelle française. Pour justifier ce texte, le gouvernement princier, qui récuse le terme de protectorat, se félicite de voir ainsi levée l'« hypothèque italienne » qui pesait sur Monaco depuis le XIX^e siècle³⁷.
- 29 Favorable aux intérêts français, le traité n'en contient pas moins une forme de compensation revêtant une importance primordiale aux yeux d'Albert I^{er} : l'article 5 prévoit que la France facilitera l'accès de Monaco aux institutions internationales. Pour légitimer la candidature monégasque, un mémoire est présenté à la conférence de la Paix en janvier 1919, intitulé « La principauté de Monaco et la guerre mondiale »³⁸. Cette demande se place sous le signe de la culture de paix d'une « Principauté qui vivait depuis si longtemps par la seule force de son droit et où l'esprit de civilisation remplaçait depuis longtemps le souvenir des guerres passées », tout en rappelant que Monaco, sans être belligérant, a fourni des gages à l'Entente³⁹. Mais le pacte de la future SDN est discuté du 3 février au 11 avril 1919 sans la présence de représentants monégasques et jusqu'au décès d'Albert I^{er}, en juin 1922, les demandes d'adhésion du petit État sont des échecs⁴⁰.
- 30 L'activité océanographique internationale du prince est un argument que celui-ci a tenté d'utiliser, en vain, pour forcer la porte de la SDN. Il participe activement à la conférence de Madrid du 17 au 21 novembre 1919, à l'issue de laquelle est enfin fondée la Commission internationale pour l'exploration scientifique de la Méditerranée :
- Il s'agit ici d'une entreprise importante pour tous les peuples de la Méditerranée puisqu'elle enveloppe à la fois l'intérêt de la science et celui de toutes les industries basées sur les richesses de la mer. Mais il ne s'y trouve aucune place pour un intérêt politique, si ce n'est celui qui naît spontanément dans le prestige acquis par les Nations attachées au développement des progrès intellectuels⁴¹.

- 31 Sans faire un usage politique direct de cette activité, le prince en attend reconnaissance, et, s'appuyant sur sa place reconnue au sein de l'élite scientifique européenne, s'interroge :
- L'élite politique du monde interallié qui fonde la SDN pour défendre le sens moral de la civilisation resterait-elle en contradiction avec l'élite du monde scientifique interallié ?⁴².
- 32 En l'absence de réponse positive, la création de la CIESM est le seul véritable succès international, d'ampleur limitée, enregistré par le prince de Monaco au lendemain de la première guerre mondiale. Après le décès d'Albert I^{er} (26 juin 1922), le rôle de la principauté devient plus effacé au sein de cette commission, et il faudra attendre le règne de son petit-fils Rainier III (1949-2005) pour qu'une nouvelle impulsion soit donnée.
- 33 La principauté de Monaco a été, à la charnière des XIX^e et XX^e siècles, un centre de diffusion du pacifisme, grâce à l'action d'Albert I^{er}. Cette action tire son origine des convictions humanistes du prince, et constitue le prolongement politique d'une activité scientifique vécue elle-même comme expérience au service du progrès humain. Le souverain du plus petit État méditerranéen de son époque⁴³ n'a cessé de vouloir donner du sens à son règne. Il y est largement parvenu en attachant son nom à l'océanographie. Si la Méditerranée a occupé une place minoritaire dans ses travaux, elle n'en est pas moins la mer au bord de laquelle il édifie son œuvre majeure : le musée océanographique de Monaco, hommage à une science inséparable de l'idéal pacifique. Cet édifice, alors en construction, a accueilli en 1902 le congrès universel de la paix qui marque avec éclat l'engagement actif du prince dans la cause pacifiste. Le rêve projeté de faire de Monaco un pôle de rayonnement du pacifisme s'est poursuivi par la création de l'Institut international de la paix en 1903.
- 34 Albert I^{er} s'est aussi voulu diplomate et homme d'influence, au service de la paix. Représentant de la vieille Europe monarchique, il s'est efforcé de jouer de ses bonnes relations avec « ses cousins les rois », en particulier avec l'empereur Guillaume II. Entre 1905 et 1907, les négociations sur la question marocaine marquent l'apogée du rôle de médiateur qu'a voulu se donner le prince de Monaco, entre la France et l'Allemagne.
- 35 Si les combats de la première guerre mondiale ont épargné la principauté, le conflit a lourdement démenti les attentes pacifiques du prince. À la fin du conflit, alors qu'il avait été durant la Belle-Époque le seul chef d'État européen activement engagé dans la mouvance pacifiste, il subit la déconvenue de se voir refuser l'entrée de son pays dans la SDN. Pour éviter cela, il aurait fallu qu'il ait l'appui de la France, mais celle-ci préfère ne pas donner un tel gage de souveraineté à Monaco, État géographiquement trop proche d'une Italie dont Paris continue à se méfier. Le prince doit se contenter d'un relatif succès dans le domaine de la coopération scientifique, par la mise en place de la Commission de la Méditerranée. Quant à l'Institut international de la paix, il est dissout en 1924. La principauté de Monaco ne fera son entrée dans l'Organisation des Nations unies que le 28 mai 1993.

NOTES

1. Fait historique à la datation incertaine et aux circonstances précises mal élucidées, la prise de la forteresse de Monaco par le guelfe François Grimaldi en 1297 constitue le mythe fondateur de la principauté.
2. Archives du Palais de Monaco (APM), A 872, *Discours du prince Albert I^{er} devant la municipalité de Monaco*, 1909, annexe à un mémoire transmis à la Conférence de la paix de 1919 par le cabinet civil du prince Albert I^{er}, daté du 18 janvier 1919.
3. *Bulletin officiel du XI^e congrès universel de la paix tenu à Monaco du 2 au 6 avril 1902*, Berne et Monaco, 1902, p. 211.
4. *Id.*, p. 145-146 et 232.
5. *Id.*, p. 181-188.
6. Le 5 novembre 1901, la France a envoyé depuis Toulon des navires de guerre à Mytilène, pour faire pression sur le gouvernement ottoman, et obliger celui-ci à respecter la sentence d'un tribunal turc qui avait tranché en défaveur de la Sublime Porte dans une affaire de créances l'opposant à deux banquiers levantins, Lorando et Tubini, qui pouvaient arguer de leur nationalité française pour obtenir le soutien de Paris.
7. Sur l'Institut international de la paix, voir Christophe Réveillard, « Albert I^{er} et l'Institut international de la paix : une tentative pacifiste et d'arbitrage au cœur de la marche vers la guerre (1903-1914) », dans Arnaud Hurel (dir.), *L'œuvre de paix du prince Albert I^{er} de Monaco*, éd. électronique, Paris/Monaco, Ed. du Comité des travaux historiques et scientifiques/Annales monégasques, 2013, p. 21-31.
8. Archives du ministère des Affaires étrangères (MAE), Nouvelle série, Correspondance politique et commerciale (CPC), Monaco, 1896-1918, vol. 5, Le consul de France à Monaco au ministre des Affaires étrangères, 24 juin 1904.
9. Gaston Moch, *Vers la Fédération d'occident : désarmons les Alpes !*, Paris, Giard et Brière, 1905, p. 23.
10. Gaston Moch, *op. cit.*, p. 29.
11. *Ibid.*, p. 28.
12. *Ibid.*, p. 33-34. C'est à partir d'une loi française de décembre 1888 créant les troupes de montagne que se sont mis en place douze « bataillons alpins de chasseurs à pied », devenus ultérieurement « chasseurs alpins ». Du côté italien, la création des « Alpini » est antérieure (1872). Dans le domaine des fortifications, le plan dit Séré de Rivières (1874) a abouti à la construction d'une ligne de forteresses françaises allant du Pas-de-Calais aux Alpes-Maritimes. L'appartenance de l'Italie à la Triplice à partir de 1882 a contribué à accélérer ces constructions sur le secteur alpin. La principauté de Monaco se trouve ainsi elle-même environnée par des éléments fortifiés français, symboles des tensions franco-italiennes : les forts de la Tête de Chien (1879-1883) et du Mont-Agel (1888-1891).
13. Sous le règne d'Albert I^{er}, la principauté n'adhère qu'à peu de traités ou conventions multilatérales. La tendance s'accélérera considérablement sous ses successeurs Louis II puis Rainier III, dans une volonté d'affirmer par ce biais la souveraineté monégasque.
14. Gaston Moch, *op. cit.*, p. 42.
15. Archives ONU, Genève, Fonds Bertha von Suttner, BvS/23290/122/26, G. Moch à B. von Suttner, 8 janvier 1902. À l'été 1902, il s'avère que le projet, rejeté par les Britanniques, n'est pas viable.
16. Bibliothèque nationale de France (BNF), Nouvelles acquisitions françaises (nouv. Acq. Fr.), Correspondance Joseph Reinach, 13550, Albert I^{er} à J. Reinach, 13 février 1910.
17. *Le Journal de Monaco*, 3 mai 1910, Discours du prince Albert I^{er} à Rome, 27 avril 1910.

18. Jacqueline Carpine-Lancré, « *Mare Nostrum ? Le Prince Albert I^{er} de Monaco et la Méditerranée* », *Annales monégasques*, n° 37, 2013, p. 133.
19. APM, A 877, Note du prince Albert I^{er}, février 1914 (?). L'implication française est, elle, beaucoup plus discrète.
20. Sur les relations entre Albert I^{er} et la Méditerranée, voir Jacqueline Carpine-Lancré, « *Mare Nostrum ?...* », art. cit., p. 117-138.
21. Joseph Reinach (1856-1921) a été chef de cabinet de Léon Gambetta (1881-1882), député des Basses-Alpes de 1889 à 1898, puis de 1906 à 1914. Républicain modéré, dreyfusard et favorable à une politique d'apaisement avec l'Allemagne au début du siècle, il est régulièrement pris à partie dans les milieux nationalistes français (voir en particulier Charles Maurras, *Kiel et Tanger*, Paris, Nouvelle librairie nationale, 1910).
22. *Documents diplomatiques français, 1871-1914. 2^e série, 1901-1911*, t. 7, ministère des Affaires étrangères, Commission de publication des documents relatifs aux origines de la guerre de 1914, Paris, Imprimerie nationale, 1931-1935, p. 136.
23. APM, C 708, Joseph Reinach à Albert I^{er}, 25 juin 1905.
24. Sur ce point, voir Pierre Guillen, *L'Allemagne et le Maroc de 1870 à 1905*, Paris, PUF, 1967, p. 854-858.
25. *Documents diplomatiques français, 1871-1914. 2^e série, 1901-1911*, t. 7, ministère des Affaires étrangères, Commission de publication des documents relatifs aux origines de la guerre de 1914, Paris, Imprimerie nationale, 1931-1935, p. 136, note 3.
26. *Le Figaro*, 2 juillet 1905. L'article a été rédigé par Jules Huret (1863-1915), journaliste spécialisé dans l'interview. Le texte de la déclaration citée a été rédigé par Albert I^{er} le 30 juin. L'article est reproduit dans le *Journal de Monaco* le 4 juillet 1905.
27. BN, nouv. Acq. Fr., 13550, Correspondance Joseph Reinach, Note du Cabinet du ministre des Affaires étrangères, 8 mars 1906. Les informations de cette note viennent très probablement du prince Albert I^{er} lui-même.
28. BN, nouv. Acq. Fr., 13550, Correspondance Joseph Reinach, Albert I^{er} à J. Reinach, 8 avril 1906.
29. *Id.*
30. Sur une version française des faits, voir *L'Illustration*, n° 3431, 28 novembre 1908.
31. *Recueil des sentences arbitrales*, vol. XI, p. 119-131 (sentence arbitrale du 22 mai 1909). La Cour donne tort au consul allemand à Casablanca d'avoir prêté son concours à une désertion, et tort aux militaires français d'avoir fait usage de la force.
32. APM, C 717, Bertha von Suttner à Albert I^{er}, 7 avril 1909.
33. Peter Grupp, « Eugène Étienne et la tentative de rapprochement franco-allemand en 1907 », *Cahiers d'études africaines*, vol. 15, n° 58, 1975, p. 303-311. La presse française rapporte assez abondamment la rencontre : *L'Illustration* en fait sa une le 6 juillet 1907, avec une photographie de Guillaume II et Eugène Étienne, en compagnie d'Albert I^{er}, à bord du navire de celui-ci (« Un épisode de la semaine des régates à Kiel »).
34. M. H. Fisher et N. Rich, *The Holstein Papers, Diaries and Correspondence of Friedrich von Holstein, 1837-1909*, vol. 4, 1897-1909, Cambridge, 1963, p. 488, note 1. La rencontre a lieu le 26 juin 1907.
35. Jacqueline Carpine-Lancré et Thomas Fouilleron, « De la germanophilie à la germanophobie : le prince Albert I^{er} face à la première guerre mondiale », dans Arnaud Hurel (dir.), *L'œuvre de paix du prince Albert I^{er} de Monaco*, op. cit., p. 33-51.
36. En cas d'extinction de la dynastie des Grimaldi, la couronne monégasque peut passer à la branche cousine des ducs d'Urach. Albert I^{er} a un fils unique, le prince héréditaire Louis, mais celui-ci n'a pas de descendance légitime jusqu'à l'adoption par Louis de sa fille naturelle Charlotte, le 16 mai 1919, à Paris, en présence de Raymond Poincaré. Le prince allemand Guillaume II d'Urach (1864-1928), cousin d'Albert I^{er} de Monaco, perd alors son rang de second héritier potentiel de la principauté de Monaco. La famille d'Urach renonce à la couronne monégasque en 1924.

37. APM, A 655¹², Compte-rendu sténographique de la séance privée du Conseil national, 28 novembre 1919, p. 8.
38. APM, A 872, 18 janvier 1919, mémoire signé par Georges Jaloustre, chef de cabinet civil du prince de Monaco et ministre d'État par intérim.
39. Le prince héréditaire Louis, fils d'Albert I^{er} et futur Louis II, est affecté dans l'armée française au grade de capitaine, par décret du 19 août 1919.
40. Sur ces questions, voir Jean-Rémy Bezias, « La France et l'intégration internationale de la principauté de Monaco (1918-1939) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 221, 2006, p. 93-103.
41. APM, A 872, Albert I^{er} à ministre d'État, 24 et 31 juillet 1919.
42. *Id.*
43. En 1929, la création officielle de l'État du Vatican (0,44 km²) faite perdre cette place à Monaco (2,02 km²).

RÉSUMÉS

La principauté de Monaco a été, à la charnière des XIX^e et XX^e siècles, un centre de diffusion du pacifisme, grâce à l'action d'Albert I^{er}. Cette action tire son origine des convictions humanistes du prince. Elle constitue le prolongement politique de son activité scientifique, au service du progrès humain. La volonté de faire de Monaco un pôle de rayonnement du pacifisme s'est concrétisée par la création de l'Institut international de la paix en 1903. Albert I^{er} s'est aussi voulu diplomate et homme d'influence, au service de la paix. Les négociations sur la question marocaine en 1905 marquent l'apogée de son rôle de médiateur, entre la France et l'Allemagne. Après la Première Guerre mondiale Albert I^{er} subit la déconvenue de se voir refuser l'entrée de son pays dans la Société des Nations. Il doit se contenter d'un relatif succès dans le domaine de la coopération scientifique, par la mise en place de la Commission de la Méditerranée.

At the turn of the 20th century, under the guidance of Prince Albert, the Principality of Monaco was actively engaged in the spread of pacifism. Such a course of action stemmed from the prince's humanistic beliefs. It constituted the political continuation of his scientific activity, in the service of human progress. Such a commitment to promoting Monaco as a beacon of pacifism became a reality with the creation of the International Institute of Peace in 1903. Albert Ist also saw himself as a diplomat and as a prominent figure, in the service of peace. The peace talks during the 1905 Moroccan crisis marked the culmination of his role as an arbiter between France and Germany. After the First World War, Prince Albert was most disappointed when his country was not made a member of the League of Nations. He had to content himself with a relative success in the field of scientific cooperation thanks to the foundation of the Mediterranean Scientific Commission.

INDEX

Mots-clés : Prince Albert I^{er}, Monaco, paix, pacifisme, Méditerranée

Keywords : Prince Albert 1st, Monaco, peace, pacifism, Mediterranean Sea

AUTEUR

JEAN RÉMY BEZIAS

Il est professeur de chaire supérieure au lycée Masséna (Nice) et docteur en histoire contemporaine. Chercheur associé au Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine. Il a publié *Georges Bidault et la politique étrangère de la France (États-Unis, Europe, Proche-Orient), 1944-1948*, L'Harmattan, 2006 ; « Qu'est-ce qu'un plébiscite au XIX^e siècle ? Le vote niçois de 1860 en perspective », dans *Le Comté de Nice, la France et l'Italie. Regards sur le rattachement de 1860. Actes du colloque organisé à l'Université de Nice Sophia-Antipolis* (23 avril 2010), sous la direction de Ralph Schor et Henri Courrière, Nice, Serre, 2011 et « Le prince Albert I^{er} de Monaco et le rapprochement franco-allemand avant la première guerre mondiale », dans *L'œuvre de paix du prince Albert I^{er} de Monaco* (édition électronique), Éditions du CTHS, 2013.

Jean-Remy.BEZIAS@unice.fr